NON, LES PERSONNELS NE SONT PAS COMPLICES DES VIOLENCES DANS LES ÉTABLISSEMENTS !

LA CGT ÉDUC'ACTION COMMUNIQUE...

Jeudi 12 novembre, le premier ministre a évoqué, au sujet de certaines violences dans les lycées, des « complices parmi les personnels de l'Éducation nationale » indiquant qu'ils « seront aussi poursuivis ». **Les déclarations du premier ministre sont particulièrement graves, n'étant pas étayées à notre connaissance par des faits tangibles**, s'appuyant essentiellement sur une rhétorique de l'extrême droite utilisée ces derniers jours.

En faisant cela, **S.Lecornu fait volontairement peser des soupçons sur l'ensemble de la communauté éducative**, tout en cherchant à attiser les tensions en son sein. **Il cherche également à jouer l'opinion contre le mouvement social** qui exige de la considération et des mesures concrètes immédiates. Le lexique, avec l'emploi du terme de « complicité », est particulièrement violent puisqu'il sous-entend que des personnels participeraient sciemment à la mise en danger d'autres personnes, des élèves et personnels des établissements, mais aussi de l'institution.

La CGT Éduc'action rappelle que c'est la présence d'adultes responsables devant les établissements qui a permis à de nombreuses reprises une désescalade face à une répression policière sans précédent. Non, les personnels ne sont pas complices de violences, mais auteurs et autrices d'actes de protection face aux violences récurrentes, dont ils payent parfois le prix dans leur chair.

Ces accusations sont inacceptables et doivent cesser. Si le gouvernement souhaite mettre fin aux mobilisations, mais aussi à certaines violences, il doit enfin répondre de façon concrète aux revendications qu'il juge lui-même légitimes.

Montreuil le 12 novembre 2026

CGT Éduc'action
263, rue de Paris *Case 549* 93515 MONTREUIL CEDEX
Tél : 01 55 82 76 55
www.cgteduc.fr unsen@cgteduc.fr
@CGTEducactionofficiel
@cgteducaction
@cgteduc.fr